



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

lois de finances

Question écrite n° 115966

Texte de la question

M. Paul-Henri Cugnenc attire l'attention de M. le ministre délégué au budget et à la réforme de l'État sur le récent rapport parlementaire (n° 3165) relatif à la mise en oeuvre de la LOLF, qui préconise notamment d'étendre la démarche de contractualisation pluriannuelle entre le ministère de l'économie et des finances et les autres ministères concernés. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître l'état de sa réflexion en la matière.

Texte de la réponse

Dans leur rapport sur la mise en oeuvre de la LOLF, M. Alain Lambert, sénateur de l'Orne, et M. Didier Migaud, député de l'Isère, préconisent d'étendre la démarche de contractualisation pluriannuelle entre le ministère de l'économie, des finances et de l'industrie et les ministères gestionnaires. Cette position est partagée par le ministre délégué au budget et à la réforme de l'État, qui est ouvert à la mise en place de contrats pluriannuels de performance avec les principaux départements ministériels. Ces projets concernent notamment les crédits de soutien et visent à accompagner les ministères dans leur démarche de réforme et de rationalisation de la gestion. Cette démarche est conforme aux préconisations du comité des finances publiques (COFIPU) qui souhaite voir développée une démarche de budgétisation pluriannuelle. Dans le même esprit, l'inspection générale des finances a été saisie pour que soient évaluées les capacités et les apports de la budgétisation pluriannuelle. Le ministre délégué au budget et à la réforme de l'État souhaite donc avancer sur ces questions qui sont un aspect essentiel de la réforme budgétaire.

Données clés

Auteur : [M. Paul-Henri Cugnenc](#)

Circonscription : Hérault (6^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 115966

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : budget et réforme de l'Etat

Ministère attributaire : budget et réforme de l'Etat

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 16 janvier 2007, page 450

Réponse publiée le : 1er mai 2007, page 4080